

## Soutien-Renforcement en 6<sup>ème</sup> ... prémices de la fin du collège unique ?

Notre jeune ministre Attal promet un collège bien vieillot avec un retour aux « fondamentaux », autour du français et des mathématiques, guère adapté à la compréhension du monde complexe que nous connaissons.

Mise en place en 6<sup>ème</sup> en cette rentrée, l'heure de soutien-approfondissement dans ces matières est un miracle arithmétique : faire 4 groupes avec 1, voire 2 heures dans la DHG, récupérées « sur le dos » de la technologie.

C'est surtout **un premier pas vers une remise en cause du collège unique en proposant des groupes de niveaux** qui rejettent l'hétérogénéité, vue non pas comme une source d'enrichissement mais comme un frein aux progrès.

Peu importe que la recherche ait démontré l'inefficacité des groupes de niveaux pour réduire les inégalités scolaires, le ministère renonce à l'idéal de faire progresser collectivement les élèves et s'appuie sur les évaluations nationales pour les formater à une société individualiste et cloisonnée où chacun-e saura rester à sa place. **Quel mépris pour les élèves et les enseignant-es !**

## De réels moyens pour l'EMI

Le 9 novembre dernier G. Attal a souligné, lors d'une audience au Sénat, l'importance de savoir décrypter une information à laquelle nos élèves peuvent être confronté-es sur les réseaux sociaux ou internet. Pour remédier à cela, il propose que tou-ttes les élèves aient des temps sur l'éducation aux médias. Banco !! Il va enfin reconnaître l'expertise des professeur-es documentalistes ? Intégrer l'EMI au sein des emplois du temps ? Oh que non ! Sa réponse est dans la ligne des annonces de la première ministre après le Conseil National de la Refondation, à savoir **intégrer l'EMI au sein de l'Enseignement Moral et Civique. Quand ? Avec quelles heures ?** À quelques semaines des DHG, sans aucune concertation avec les personnels, voilà une information qui met dans l'incertitude les enseignant-es d'histoire-géographie et inquiète beaucoup les profs docs qui, alors qu'ils-elles souhaiteraient surtout pouvoir sortir de la négociation permanente pour mettre en œuvre leur enseignement, risquent de se voir retirer une partie de leurs missions. Inacceptable !



## Le PACTE : arme de destruction du métier

Quelques mois après la rentrée, le Pacte n'a pas montré son efficacité à répondre à la nécessaire revalorisation des personnels. Seul-es 25 % des enseignant-es auraient signé des lettres de mission. **Une très grande majorité des enseignant-es refuse donc ce Pacte en connaissance de cause** : ils savent que le Pacte porte en lui la dégradation de leur métier et de la qualité de l'enseignement dû à leurs élèves.

**Le Pacte n'a pas non plus montré son efficacité en matière de remplacement.** La plupart des heures de cours ne sont pas remplacées et le Pacte les remplace mal. Il se peut qu'un-e élève n'ayant pas de mathématiques durant quinze jours, ne bénéficie pas d'heures de mathématiques, mais d'heures de français ou d'histoire géographie par des enseignant-es qu'il peut ne pas connaître. Cependant, la plupart du temps, il est parfaitement impossible de remplacer.

**Payé-es à la tâche, les enseignant-es « qui souhaitent gagner plus » se plient aux desiderata ou lubies des directions acceptant des missions aux contours flous** ( Pacte « culture ») ou qui en réalité sont déjà effectuées par la plupart des collègues ( orientation, liaison de cycles...). Cela génère un sentiment d'inégalité inacceptable face à la rémunération.

Le Pacte a par contre permis de **renforcer encore le pouvoir des directions d'établissement.** Ce dernier a la possibilité de favoriser les un-es plutôt que les autres, de refuser des projets tant que les pactes ne sont pas signés. Dans un contexte où les risques psycho-sociaux explosent et les remontées de maltraitances des directions se multiplient, le pacte est un outil supplémentaire de casse des collectifs.